

Saddam Hussein? C'est, en tout cas, une idée que les pays de la région explorent actuellement.

Tout dépendra du type de régime qui survivra en Iraq. Saddam Hussein est maintenant contesté dans son propre pays. Mais il pourra se maintenir au pouvoir par la force des armes et l'oppression. Tant qu'il le fera, les pays de la région se méfieront de ses desseins et voudront que l'on maintienne des sanctions sur tout ce qui lui permettrait de reconstruire son armée.

Au Koweït, l'atmosphère est au changement en ce qui concerne le fonctionnement du gouvernement. Celui-ci déclare vouloir favoriser l'ouverture du régime en vue de l'instauration d'une plus grande démocratie. J'ai affirmé être très favorable à un tel changement. Je lui ai demandé aussi de permettre la réintégration des résidents palestiniens au Koweït, dont un grand nombre -- en fait, la majorité -- étaient profondément loyaux au Koweït.

Presque toutes les personnes que j'ai rencontrées m'ont indiqué que le problème palestinien est la principale question à régler dans la région.

La principale préoccupation dans la région, Monsieur le Président, est maintenant la situation critique des Palestiniens.

Il faudra que tous les États de la région puissent jouir d'une plus grande sécurité. Cette question revêt trois aspects essentiels qui doivent tous être respectés. Il s'agit de la sécurité d'Israël, des droits des Palestiniens et des considérations territoriales. La séquence des questions mises de l'avant et leurs relations -- leur ordre d'importance et ce à quoi elles sont reliées -- pourraient alimenter des réflexions, des débats et des négociations pendant des années. Et pendant ce temps, le désespoir s'amplifierait dans les camps de réfugiés et la course aux armements se poursuivrait.

Dans mes discussions en Jordanie, en Syrie, en Israël et avec un chef palestinien, Feisal Hussein, j'ai cherché à insister sur la nécessité d'instaurer un climat de confiance dans la capacité collective des États de vivre ensemble dans la sécurité et la reconnaissance mutuelle. Il sera ainsi possible d'acquérir un état d'esprit plus sain. Le temps presse. Les pays en cause pourraient poser un geste, prendre des initiatives qui, sans nuire à leurs intérêts fondamentaux sur le plan de la sécurité, les aideraient à prendre l'habitude de travailler ensemble. C'est là le message que j'ai communiqué à tous ceux que j'ai rencontrés.

Le Liban ne pourrait-il pas faire l'objet d'une action visant à renforcer l'autorité du gouvernement de ce pays?